

Les universités africaines face au défi d'employabilité: Quel avenir pour les sciences sociales ?

[African universities facing the employability challenge: What future for the social sciences ?]

Aziale Komlan Agbetoézian

Université de Kara, Togo

Copyright © 2023 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Do the social sciences and humanities have a future in higher education when we know that the orientation of current societies requires universities to move towards training that fits the job market, less and less demanding of specialists in these sciences? This is the concern that is at the heart of this article. Starting from the hypothesis that the solution to the question of employment in African societies requires the restructuring of training offers, not in the sense of abolishing the social and human sciences, but rather reorienting them in the direction of the dynamics of societies, we have organized our argument in three parts. The first part establishes the observation of the employment crisis in relation to training g. The second part analyses restructuring efforts in universities and the third part identifies a number of avenues that should underpin the resilience of the social sciences and humanities in African societies.

KEYWORDS: Development, technological sector, restructuring, hard sciences, social sciences and humanities, university.

RESUME: Les sciences sociales et humaines ont-elles un avenir dans l'enseignement supérieur quand on sait que l'orientation des sociétés actuelles impose aux universités d'aller vers des formations qui cadrent avec le marché de l'emploi, de moins en moins demandeur des spécialistes de ces sciences ? Telle est la préoccupation qui est au cœur de cet article. En partant de l'hypothèse selon laquelle la résolution de la question de l'emploi dans les sociétés africaines passe par la restructuration des offres de formation, non dans le sens de la suppression des sciences sociales et humaines, mais plutôt de leur réorientation dans le sens de la dynamique des sociétés, nous avons organisé notre argumentation en trois parties. La première partie établit le constat de la crise de l'emploi en lien avec la formation. La deuxième partie analyse les efforts de restructuration dans les universités et la troisième partie identifie un certain nombre de pistes qui doivent fonder la résilience des sciences sociales et humaines dans les sociétés africaines.

MOTS-CLEFS: Développement, filière technologique, restructuration, sciences dures, sciences sociales et humaines, université.

1 INTRODUCTION

L'un des plus grands défis auxquels font face aujourd'hui les États africains est celui de l'emploi des jeunes qui sortent chaque année des universités et des centres de formation. Si d'un côté les politiques sont incriminés de ne pas trouver des stratégies adéquates pour créer de l'emploi, de l'autre, les universités sont incriminées d'avoir été prises de vitesse par les mutations des structures économiques des sociétés, surtout africaines. L'argument qui est le plus évoqué est l'inadéquation des offres de formation avec les réalités du marché de l'emploi. Du coup, il se pose la nécessité de revoir les offres de formation en vue de les adapter aux réalités de chaque société. Dans cette dynamique de restructuration, les sciences sociales, accusées

de ne pas apporter grande chose dans le développement des sociétés, sont de plus en plus négligées et, dans le pire des cas, délaissées au profit des sciences dures et des filières technologiques. Aussi assiste-t-on, dans certaines universités qui se réclament plus orientées vers l'avenir, à la naissance des filières focalisées sur les sciences technologiques et scientifiques jugées, à tort ou à raison, plus adéquates avec les exigences de développement et plus à même de faciliter l'intégration des jeunes au marché de l'emploi. Mais un tel engouement pour les nouvelles filières s'accompagne d'un désamour pour les sciences sociales qui sont oubliées dans les réformes, sinon supprimées des offres de formations dans certaines universités. Ce qui justifie alors cet article, c'est le besoin de s'interroger sur l'opportunité de cette restructuration des offres de formations dans les universités avec un oubli délibéré des sciences sociales. En effet, si d'une part la nécessité de réforme des offres de formation est avérée, d'autre part, il est important de se demander si en se focalisant sur la question de l'employabilité, l'on ne perd pas de vue le vrai problème dont la résolution prend systématiquement en compte celle-ci, à savoir l'épineuse et énigmatique question du développement ? Dans un cas comme dans l'autre, peut-on véritablement se passer des sciences sociales, ou doit-on s'appuyer sur elles, les réformer en vue d'en faire un outil de développement des sociétés africaines ? Autrement dit, la dynamique de l'emploi dans les sociétés actuelles oblige-t-elle à abandonner l'enseignement des sciences sociales ou pose-t-elle plutôt la nécessité de les restructurer ? Sinon dans quelles mesures repenser les sciences sociales en vue de la contribution à la résolution de la crise de l'emploi ?

Notre hypothèse est que la résolution de la question de l'emploi dans les sociétés africaines passe par la restructuration des offres de formation dans l'enseignement supérieur, celle-ci ne doit pas se faire dans la logique de la suppression des sciences sociales et humaine qui ont juste besoin d'être réorientées dans le sens de la dynamique des sociétés. En partant donc, dans la première partie, du constat de l'échec des structures universitaires à former des ressources utiles, nous nous interrogerons, dans la deuxième partie, sur l'opportunité de la restructuration des offres de formation en rapport avec la question du développement, en vue, dans la troisième partie, de repenser le statut des sciences sociales et ce que doit être leur place dans les universités africaines aujourd'hui.

2 UNIVERSITÉ ET EMPLOYABILITÉ: CONSTAT D'UN ÉCHEC

Dans un article intitulé "Le chômage des jeunes à l'ombre de la croissance économique" publié sur le site d'Afrique Renouveau¹. L'auteur, Kingsley Ighobor écrit:

Selon la Banque mondiale, les jeunes représentent 60 % de l'ensemble des chômeurs africains. En Afrique du Nord, le taux de chômage des jeunes est de 25 %, mais ce taux est encore plus élevé au Botswana, en République du Congo, au Sénégal et en Afrique du Sud, entre autres pays. Avec 200 millions d'habitants âgés de 15 à 24 ans, l'Afrique compte le plus de jeunes au monde.

Dans le même, dans un rapport publié sur le site de Trading Economics² en décembre 2021, le taux de chômage au Niger était de 0,6% alors qu'avant cette date, il était de 0,8%; au Seychelle, l'on est passé de 3% à 4%; au Burkina Faso, on est passé de 4,8% à 4,9%; au Soudan du Sud, l'on est passé de 13,9% à 14%.

Bien qu'inégalement réparti d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre, la tendance d'ensemble est que le phénomène de chômage des jeunes est de plus en plus visible dans le lot de ceux qui sortent des universités et des centres de formation, au point où le couple formation/emploi devient de plus en plus incertain. Là où cela suscite le plus de questionnement, surtout dans le contexte des pays les moins développés comme ceux d'Afrique, c'est que sur le terrain, le besoin en mains-d'œuvre qualifiées se posent avec acuité au moment même où des milliers qui sont sortis des universités et des centres de formation croupissent dans le chômage. Comment peut-on expliquer ce paradoxe ?

La première raison qui, selon nous, explique un tel phénomène est relative à la structure même de l'économie dans les pays africains. En effet, une analyse de la structure des économies africaines révèle un certain nombre de faiblesses qui prédisposent les populations soit au sous-emploi, soit au chômage. La première caractéristique de cette économie est qu'elle est duale: d'un côté, elle est agricole, mais axée sur une agriculture de subsistance, donc de faible productivité. Cette faiblesse de la production fait qu'elle ne peut, dans la majeure partie des cas, qu'être orientée vers la satisfaction des besoins de base des populations. Or, nous sommes dans un contexte où l'agriculture, à partir du moment où elle n'est pas pratiquée sur une grande échelle, elle

¹ Le chômage des jeunes à l'ombre de la croissance économique | AfriqueRenouveau.

² TAUX DE CHÔMAGE - LISTE DES PAYS - AFRIQUE (tradingeconomics.com)

ne permet pas à l'agriculteur de couvrir ses besoins les plus primaires dans un contexte de la modernité où ses besoins ne sont plus que liés à la production agricole. L'enjeu auquel fait alors face la masse paysanne, c'est la difficulté de suivre la dynamique de la consommation orientée vers des besoins nouveaux induits par l'ouverture des sociétés aux autres réalités. Comment alors faire côtoyer une telle économie de subsistance avec ce que nous voudrions ici nommer une économie moderne axée sur les banques, les industries, sur une économie de plus en plus conquérante ?

Une chose est certaine, c'est que l'écart entre les deux types d'économie est si grand que des agriculteurs aux fonctionnaires des grandes structures financières, il y a une réelle difficulté à équilibrer la redistribution. La conséquence, c'est que, à part de rares exceptions, l'agriculture perd son attractivité. Or, sous l'effet de la reproduction sociale, très peu de jeunes ne peuvent pas non plus se retrouver dans la haute classe; la seule alternative en matière d'emploi est de se rabattre sur les métiers intermédiaires, à savoir ceux de fonctionnaires dans les différentes administrations, d'enseignement, de commerce. Or, la masse de ceux qui se dirigent vers ces secteurs est tellement importante qu'il se crée un déséquilibre considérable entre l'offre et la demande. Dans ce sens, et sous l'effet de la croissance démographique et de l'extrême jeunesse des populations africaines, le taux de chômage ne cesse de grimper. Ne doit-on pas alors aller vers une restructuration ou une réorientation de la dynamique des économies dans les sociétés africaines en rendant plus attractifs les métiers de l'agriculture en vue d'absorber une masse importante de chômeurs ?

La deuxième explication est liée au manque de sérieux et d'ambitions réelles des décideurs politiques à inscrire les sociétés dans une dynamique de progrès axée sur le bien-être des populations. La mauvaise gouvernance est un problème réel dans les États africains. Sinon comment peut-on expliquer qu'avec autant de ressources tant humaines que minières, avec autant d'atouts climatiques..., la plupart des pays en soient à lutter désespérément contre la pauvreté, à la limite extrême. Les universités et les centres de formation ne s'inscrivent pas dans une véritable prospective, dans une vision de développement durable. Les infrastructures, les matériels mis à la disposition des formateurs, les dotations annuelles des universités... dénotent du fait que la formation n'est pas perçue comme une porte de sortie et un cadre à partir desquels le développement peut être une réalité. Et pour sauver la face, la plupart des universités sont demeurées dans des formations classiques qui, avec le temps, ne répondent plus à l'orientation et à la dynamique des sociétés actuelles. Si à un moment donné de leurs histoires, les sociétés africaines avaient, par exemple, besoin des juristes pour faire fonctionner certains pans de l'administration publique, l'ampleur du besoin n'est pas restée la même. Paradoxalement, les étudiants formés en droits sont de plus en plus nombreux. Aujourd'hui, on en est à s'interroger, à tort ou à raison sur la pertinence de la formation des philosophes, des sociologues, des anthropologues, des historiens... avec la même ampleur. N'a-t-on pas besoin d'aller vers des formations qui débouchent sur les « nouveaux métiers ». Ce qui est reproché aux décideurs, c'est de ne s'être pas donnés les moyens pour anticiper ces mutations ou de les avoir minimiser. Du coup, la question de l'employabilité est indissociable de la structure, de l'orientation même des établissements d'enseignement supérieur.

La troisième explication est relative non seulement à la qualité, mais aussi et surtout à l'inadéquation des formations avec les besoins réels des entreprises. S'agissant de la qualité, ce n'est pas la capacité des universités à former des individus compétents qui est remis en question, mais plutôt l'organisation du système éducatif: d'abord, la plupart des universités semblent naviguer à vue, quand on voit le nombre de plus en plus élevé de ceux qu'elles déversent sur le marché de l'emploi, alors même que le constat est que la demande devient de plus en plus faible. Cela dénote du fait qu'il n'y a pas un projet réel qui est confié aux universités par les États. Elles sont restées, pour la plupart, dans le schéma des formations classiques qui sont de moins en moins demandées sur le marché de l'emploi. Sur 55 721 étudiants inscrits par exemple au cours de l'année académique 2017-2018 à l'université de Lomé, 11 489 sont allés à la faculté des Sciences de l'Homme et de la Société, 7829 en Lettres, Langues et Art, 7 593 en Science juridiques, politiques et de l'Administration et 14 954 en sciences économiques et de gestion. Mais à côté de ces effectifs, on note au cours de la même année, respectivement en Sciences et technologie, en sciences de la santé et en sciences agronomiques, 9 806, 2 702 et 1 366 inscrits.³ Notre perspective n'est nullement de dire que les sciences humaines et sociales, les lettres et arts ne sont pas utiles, mais d'attirer l'attention sur l'opportunité de telle ou telle formation, de leur importance dans l'écosystème de l'emploi dans les différentes sociétés. Tout compte fait, les besoins d'une société à l'autre ne sont pas les mêmes et les universités et écoles d'enseignement supérieur doivent tenir compte de ces différents paramètres.

³ Nous avons trouvé ces données dans le Rapport sur la situation de l'enseignement supérieur : [TOGO], dans le cadre de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur (WHEC2022) Section de l'enseignement supérieur de l'UNESCO | Division de l'éducation 2030.

Cependant, ce que révèlent ces effectifs est la préférence des étudiants pour les sciences humaines et sociales qui sont de moins en moins pourvoyeuses d'emploi. En dehors du secteur de l'enseignement qui absorbe majoritairement ceux issus de l'histoire, de la géographie, des lettres et langues, de la philosophie, les étudiants issus des autres sciences sociales et humaines ont de réelles difficultés à s'insérer sur le marché de l'emploi. La plupart des sociologues et anthropologues sont dans des emplois saisonniers ou non durables, en dehors de quelques places offertes par l'administration publique. Les filières technologiques, qui semblent offrir de plus en plus d'opportunité d'emploi compte tenu de l'évolution même des sociétés n'a pas la même audience quand au choix des étudiants. Ceux même qui voudraient opter pour les filières technologiques se retrouvent souvent rejetés du système du fait des exigences ou des critères d'accès. La compétence en mathématiques, en physique-chimie qui est exigée fait défaut à certains. En plus, certaines de ces formations sont plus exigeantes en termes de coûts, ce que le niveau de vie ne permet pas à tous. Du coup, ce n'est pas forcément par défaut de volonté, mais également à cause des exigences liées à certaines filières qui font que les sciences sociales et humaines attirent plus de monde.

Dans ce sens, le facteur social n'est pas à exclure dans l'analyse de la configuration des effectifs. Les étudiants issus des catégories sociales défavorisées sont contraints de choisir des formations moins coûteuses. Dès lors se comprend la posture de Blanchard et Cayouette-Remblière (2011, p. 9) selon qui « l'appartenance sociale apparaît déterminante, au détriment de variables plus contextuelles ou d'autres déterminants tels que le genre ou la trajectoire migratoire de l'élève et/ou de sa famille ». En se fiant aux données du Ministère français de l'enseignement supérieur et de la recherche, « en 2020, 52 % des étudiants en Classes préparatoires aux Grandes Écoles et 51 % des étudiants en Médecine ont des parents cadres contre respectivement 7 % et 5 % d'étudiants d'origine ouvrière »⁴. En fait, que ce soit en Occident ou en Afrique, l'on ne peut nier le facteur de classe sociale dans la configuration des facultés en termes d'effectifs ou de préférences d'une au détriment de l'autre. La grande question demeure comment rééquilibrer ces effectifs pour que l'université ne soit pas prise au piège de la « reproduction sociale », avec le risque de former des ressources humaines qui ne sont plus tellement utiles sur le marché de l'emploi parce que moins demandées. Au fond, l'existence des classes est inhérente à la société et il ne peut y avoir de société sans classes. Mais l'on peut, à partir des décisions politiques, faire en sorte que l'enseignement supérieur, vu qu'il s'inscrit dans un projet de société, n'amplifie les inégalités qui risquent de créer, à terme, un déséquilibre dans la structuration de la société.

Aujourd'hui, la tendance, pour résoudre la question du décalage entre la formation et l'emploi, est d'aller vers une restructuration du paysage même de la formation. Nous analyserons cette tendance dans la section suivante.

3 LES EXIGENCES D'UNE RESTRUCTURATION DES OFFRES DE FORMATION

Face à la question de l'employabilité, il faut reconnaître que dans les différents États, des efforts ont été faits, même si par endroit, il y a des choses à reprocher, surtout quant à la pertinence des causes identifiées. En fait, les solutions envisagées relèvent plus d'une extrapolation de ce qui a réussi ailleurs, au point où l'impression que cela donne, c'est que les problèmes sont les mêmes d'une société à l'autre. À cet effet, on a parlé, entre autres, d'une interaction permanente entre les entreprises et les centres de formations d'une part, et les établissements d'enseignement supérieur d'autre part, d'un besoin de restructurer les offres de formation. L'enjeu de cette interaction est que les formations soient organisées sur la base des besoins réels des entreprises qui sont les premiers demandeurs de mains-d'œuvre après les administrations publiques. Toute la difficulté est que dans la plupart des pays, cette interaction n'est pas effective; elle est restée au stade du constat ou de quelques rares actions. Les entreprises ne sont pas passées véritablement au stade de mécénat et, par conséquent, financent très peu la recherche. Et du moment où l'État est le principal financier de la formation, il ne peut qu'investir dans la formation dont il a besoin pour son fonctionnement. Quand on regarde les types d'emploi dont les États ont besoin en Afrique pour le fonctionnement de l'administration, on se rend compte qu'il y a très peu de place pour les « nouveaux métiers » tels que la haute technologie, la maintenance de haut niveau en informatique, les webmasters..., alors que ces profils sont très demandés dans des entreprises. Du coup, face au manque, certains États sont contraints de faire appel à la main-d'œuvre extérieure.

Dans le sens d'une restructuration des offres de formation dans les universités et écoles d'enseignement supérieur, l'accent est beaucoup plus mis sur les sciences dures ou sur les filières technologiques. Les licences et masters professionnels sont les plus prisées dans la plupart des universités avec pour finalité d'aller vers le concret, vers des formations qui débouchent directement sur l'emploi. L'enjeu est double: d'abord, pourvoir le marché d'emploi en mains-d'œuvre utiles, c'est-à-dire qui répondent au besoin réel; ensuite, permettre une disponibilité rapide des jeunes, vu l'urgence du besoin. Dans ce paysage de

⁴ On « Les Héritiers » : ce que Bourdieu et Passeron nous ont appris de l'inégalité des chances (theconversation.com)

multiplication des formations professionnalisantes, les sciences humaines et sociales sont reléguées au second plan. Sur les 26 licences et master professionnels créés les sept dernières années à l'université de Kara, à peine 5 sont logés en sciences humaines et sociales, alors que paradoxalement, c'est là où les effectifs sont plus élevés.

La restructuration des universités nécessite de gros moyens financiers que les différents États ne sont pas prêts à investir. Ce qui est généralement observé sur le terrain, c'est qu'en dehors des dotations annuelles qui, pour la plupart du temps, ne couvrent pas les besoins réels, les universités sont contraintes de multiplier des partenariats avec des institutions régionales ou internationales. Selon Olivier Provini, Cédric Mayrargue et Ibrahim Chitou (2020, § 7),

En Afrique de l'Ouest, l'Union économique et monétaire ouest-africaine initie à la fin de la décennie 2000 un Programme d'appui à l'enseignement supérieur, destiné à ses États membres en vue d'améliorer les systèmes nationaux et de favoriser l'intégration sous régionale. Un agenda est-africain de l'enseignement supérieur, piloté par le Conseil Interuniversitaire pour l'Afrique de l'Est et financé par la coopération allemande dans le cadre de l'organisation régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est, tente, pour sa part, de standardiser les systèmes d'enseignement supérieur de la région afin d'y faciliter la circulation des étudiants, des enseignants et des savoirs.

Or, les financements que génèrent ces partenariats ne sont pas forcément orientés vers les besoins des universités, mais plutôt vers les plans d'action de ces institutions. Dans ce sens, les universités ne deviennent que des canaux par lesquels ces institutions cherchent à atteindre leurs propres objectifs, souvent au détriment du besoin de réorganisation des universités. Ces partenariats, au lieu donc de se focaliser sur les projets des universités, devient une sorte de distractions ou de moyens de détournement des objectifs. Au-delà de ces partenariats, les financements parallèles, c'est-à-dire en dehors des dotations annuelles par les gouvernements, s'inscrivent souvent dans des projets qui ne rentrent pas forcément dans les plans stratégiques des universités. S'il est vrai que les plans stratégiques devraient en principe s'arrimer sur les grandes orientations des gouvernements, il faut reconnaître aussi que le manque d'ambition des États relativement au développement des universités contraint celles-ci à s'écarter par moment des orientations des gouvernants.

Au fond, il se pose un réel problème de collaboration, mieux de dialogue entre les gouvernants et les universités. En effet, si d'une part les politiques ont l'obligation d'inscrire l'enseignement supérieur dans un ou des projets globaux de développement, donnant ainsi aux universités leurs orientations, il est aussi important d'autre part que l'université, comme cadre de recherches et de réflexion sur l'ensemble de la société, donne aux gouvernants des outils théoriques qui fondent et orientent des choix et actions sociaux. Du coup, dans l'identification des besoins sociaux relatifs à l'enseignement supérieur, l'État doit s'appuyer sur l'expertise des universités, indépendamment des considérations politiques qui tendent à prendre le dessus. Une fois les besoins identifiés, les gouvernants doivent accompagner les universités. Dans ce sens, les États, s'ils veulent faire de l'université un cadre de formation des acteurs de développement, doivent être plus à son écoute et l'accompagner dans son effort de restructuration.

En fait, la restructuration ne doit pas être que curriculaire; elle doit prendre en compte l'université dans son ensemble, de la recherche à la pédagogie, de la gouvernance aux exigences de qualité. En matière de recherche, les universités doivent s'orienter vers les implications des mutations contemporaines du monde: quelles sont les mutations que subissent les sociétés africaines? Quelles sont leurs implications sur la dynamique des sociétés? Quels sont les défis qu'elles imposent et que les sociétés doivent relever au risque d'être prises de vitesse? Quel doit être l'apport des universités dans l'identification, dans la clarification et dans la quête des solutions fiables? Voilà un certain nombre de questions qui doivent orienter la recherche dans les universités sur leur impact et leur apport à la résolution de la crise de l'emploi en particulier et dans l'effort de développement en général.

L'identification des mutations participerait à une meilleure lecture des structures du marché de l'emploi. La dynamique des sociétés a un lien très étroit avec les types d'emploi qui prédominent à des moments précis. Et pour aller au développement, on ne peut pas perdre de vue cette orientation du marché de l'emploi et organiser la formation en conséquence. Or, toute réorganisation a un coût aussi bien financier, en ressources humaines qualifiées capables de former efficacement, en infrastructures adéquates, techniques et technologiques... En cela, l'apport de l'État est incontournable; mais les universités, de par leur ingéniosité, doivent créer des ressources dont elles ont besoin pour leur développement.

Ce vaste chantier de réflexion et de recherche sur la dynamique des sociétés, sur le devenir et le développement de l'université... ne peut être le fait d'une ou de certaines sciences. Au-delà des filières qui sont privilégiées au détriment des autres, il est important de s'interroger sur l'apport des sciences sociales et humaines.

4 LES SCIENCES SOCIALES À L'ÉPREUVE DES MUTATIONS SOCIALES

Les sciences sociales et humaines sont-elles encore essentielles en Afrique ? Quelle place doivent-elles avoir dans les universités, quand on sait qu'elles ont toujours été en avance sur les autres domaines en effectif des étudiants ? Telles sont les questions qui s'imposent quand on voit l'orientation que prennent les offres de formations dans la plupart des universités africaines.

Par sciences humaines et sociales, nous entendons l'ensemble des sciences qui mettent l'homme et la société au centre de leurs préoccupations. On peut les classer, selon leur centre d'intérêt, en cinq catégories: l'archéologie, la démographie, l'histoire et la géographie s'intéressent à l'évolution des sociétés; l'anthropologie, la science économique et la sociologie réfléchissent sur les interactions sociales; la psychologie et la linguistique se focalisent sur le système cognitif; les sciences politiques, la philosophie, la sémiologie et les sciences de la communication concentrent leurs recherches et analyses sur les humanités; enfin, le droit, et la pédagogie peuvent être classés dans la rubrique des sciences sociales appliquées⁵. Vu sous l'angle de cette classification, il serait inopportun d'exclure les sciences humaines et sociales du paysage de la formation dans les universités pour un certain nombre de raisons que nous voudrions relever et analyser ici. La première raison est qu'elles sont essentielles pour maintenir la réflexion sur les humanités et enquêter sur le comportement humain au sein de la société, ainsi que sur la manière de s'organiser d'un point de vue individuel et collectif.

Selon Nathalie Denizot (2015, § 11),

L'Université de Lille 3 a récemment réorganisé certaines UFR et créé une UFR baptisée « Humanités » qui regroupe, en plus des lettres et de la philosophie, les arts et les sciences du langage; à Bordeaux 3, l'UFR Humanités comprend également un département Histoire et un département Histoire de l'art et archéologie; quant à l'École doctorale « des humanités » de l'Université de Haute-Alsace, elle englobe même les sciences de l'éducation et les sciences de la communication, aux côtés de l'archéologie industrielle ou de la littérature, entre autres.

Qu'est-ce que l'enseignement et des recherches sur les humanités apportent dans les sociétés contemporaines ? Au-delà de la connaissance des langues et ce qu'elles apportent dans les relations interhumaines, les humanités constituent un cadre de véhicules des valeurs, des modèles de comportement dont les sociétés ont besoin pour s'orienter. Elles constituent des repères, un ensemble de connaissances qui servent de pont entre les générations et un creuset où les jeunes esprits rencontrent les anciens à travers les valeurs qui sont véhiculées par les grands textes. En cela, les humanités participent à la formation, à l'éducation des jeunes esprits dont les sociétés ont besoin pour la constitution dynamique de l'identité nationale, et partant d'intégrations des valeurs humaines.

Dans ce sens, Cheikh Anta Diop parle du « bouclier culturel », de ce à travers quoi les patrimoines se conservent, non pas de manière à dogmatiser les jeunes esprits, mais à les amener à penser, de façon critique, les enjeux de leurs temps. Autrement dit, « Former aux humanités, c'est former par les humanités des jeunes qui s'en approprient les méthodes: la pensée critique, la rigueur intellectuelle, l'argumentation rationnelle, la curiosité, la conviction que l'on n'a jamais fini d'apprendre, qu'il faut toujours adapter son jugement aux mutations du monde et à la pensée de l'autre »⁶.

Au regard de cet apport important, il serait inapproprié de mettre fin à l'enseignement des sciences dont le rôle est d'enrichir les humanités par des informations et des valeurs issues de l'analyse de la dynamique sociale. L'histoire par exemple permet d'interroger le passé en vue de comprendre le présent pour mieux se projeter dans le futur. Elle offre des informations sur la vie et les valeurs qui ont fait leur preuve dans les rapports interhumains, dans les choix opérés par les hommes à travers les époques. La philosophie, par ses prises de distance rationnelle, apporte aux humanités une démarche, une manière rationnelle d'interroger les valeurs au regard des mutations auxquelles font face les sociétés. La sociologie donne des outils permettant de comprendre le fonctionnement des sociétés, du système social et des comportements humains. Si l'importance de l'apport des sciences sociales est reconnue, la trop grande proportion qu'elle a gardé dans les universités pose un réel problème quand on sait que la plus grande proportion des jeunes au chômage sont issus des facultés où elles sont enseignées.

⁵ Pour cette classification, on peut se référer à Définition : Sciences humaines et sociales (toupie.org).

⁶ On À quoi servent les humanités... | L'Humanité (humanite.fr)

À cet effet, si la question ne se pose plus tellement en termes la nécessité de garder ou non les sciences sociales et humaines dans les universités, elle persiste quant à la manière d'orienter les offres ou d'orienter leurs enseignements.

Dans le sens de former à des profils en adéquation avec les demandes du marché de l'emploi de plus en plus demandeur de la pluridisciplinarité, il est essentiel d'aller à une plus grande collaboration des différentes sciences sociales ou non; et c'est en cela que réside la deuxième raison fondamentale pour laquelle l'on ne doit pas aller vers une négligence des sciences sociales. Elles constituent un pas essentiel de l'effort d'intelligibilité du réel dans son ensemble. Elles permettent de s'interroger sur l'homme dans son rapport à lui-même, aux autres, avec la nature comme cadre de vie, avec la transcendance... En fait, l'homme n'est pas que cette machine biologique, mécanique dont l'étude ne devrait pas aller plus loin que la matière organique. Le réduire à cela revient à ne percevoir de lui que le côté animal. Il n'est pas non plus cet être à introduire dans un univers numérique, robotique dont l'écosystème serait purement artificiel.

À côté de ces deux dimensions, animale et cybernétique, il y a cette dimension dont l'économie priverait d'une connaissance effective, sinon holistique de l'homme. Il est aussi, donc, un être d'émotion, de besoins dynamiques et de conscience dont l'intelligence ne s'affine et ne s'épanouit que dans la relation dynamique aux autres, mais aussi avec son environnement humain et naturel. Il est un être social dont l'existence ne prend de sens qu'avec ses semblables. Aucune machine, si perfectionnée soit-elle, n'est arrivée jusqu'alors à remplacer la réalité humaine faite d'imprévus et d'improvisations, d'échanges dynamiques qui caractérisent la vie dans son déploiement.

Ce que les sciences sociales apportent, ce sont les outils théoriques permettant de faciliter la compréhension de l'homme dans son imprévisibilité, dans son existence individuelle et sociale avec tout le relationnel que cela implique. Cette compréhension permet de comprendre la dynamique de la société, de prévoir les actions des uns et des autres, d'anticiper les crises et permet de faciliter les choix et les actions publics. Que ce soit du point de vue juridique, économique, historique, démographique, psychologique..., les sciences sociales et humaines contribuent, chacune selon son objet et sa finalité, à cerner l'homme d'un point de vue précis. Dans ce sens, chaque science élargit le champ de perception et de compréhension de la réalité humaine. S'il n'y a point de doute sur ce fait, ce qui pose tout de même problème, c'est comment positionner chacune d'elles dans le paysage de la formation pour ne pas créer un déséquilibre nuisible à l'insertion de ceux qui sont formés.

Il faut, en notre sens, commencer par inscrire les sciences sociales dans une réelle prospective en vue d'anticiper les mutations sociales. Inscrire les sciences sociales dans la prospective suppose qu'on tienne compte des besoins réels; cela implique une collaboration entre les universités qui forment et les pouvoirs publics dont le rôle est de fixer des objectifs au regard des besoins dans le temps. Cela permettrait d'orienter le trop plein vers des formations utiles et d'éviter des surnombres dans certains secteurs au moment même où il y a pénurie dans d'autres. Il s'agit d'aller vers des objectifs chiffrés qui s'imposent d'une manière ou d'une autre aux universités et centres d'enseignement supérieur.

Mais, en dehors de cette collaboration entre gouvernants et universités, l'on doit tenir compte des « nouveaux métiers » qui nécessitent des compétences plurielles pour orienter la formulation des offres alliant entre elles deux ou trois sciences sociales, ou même des sciences sociales et sciences dures. L'avantage est qu'à côté des formations classiques exclusivement en sciences sociales, on aura également des formations intermédiaires qui bénéficient de leurs résultats qui sont utiles à la compréhension et à l'action sur la société. En se référant aux analyses d'Olivier Provini, Cédric Mayrargue et Ibrahim Chitou (2020, § 25), les universités publiques sont généralement pris de court dans la dynamique d'adaptation des offres de formation au paysage des « nouveaux métiers ». Par contre, cet effort est plutôt observé au niveau des établissements privés dont les offres sont plus axées sur la professionnalisation. Dans ce sens, les universités ont des efforts à faire quand on sait que l'accès aux établissements privés nécessite des moyens financiers que la majeure partie des populations n'ont pas. Il faut donc dans les universités publiques aller vers les cursus axés sur « l'interdisciplinarité et le développement de l'ingénierie, des nouvelles technologies de l'information et de la communication, du management, du commerce, de l'économie » (Ibid.) sans pour autant perdre de vue les sciences sociales et humaines dont l'apport dans ces cursus est essentiel.

Dès lors il y a est nécessaire d'orienter les différentes sciences en prenant en compte les mutations et défis de chaque société en vue de répondre à l'exigence des universités au service de la communauté. Cela implique l'épineuse question de l'utilité sociale des sciences sociales et humaines: dans le contexte actuel des sociétés tournées résolument vers la technologie, qu'est-ce que les sciences sociales et humaines peuvent apporter, d'abord en tant que sciences à part entière, mais également en tant qu'auxiliaires dans la formation aux différents métiers ? Telle doit être la préoccupation fondamentale des recherches et réflexions sur l'avenir des sciences sociales et humaines. Dans cette posture, les spécialistes de ces sciences doivent sortir de quelque complexe que ce soit, du moment où la dynamique des sociétés impose une dialectique des sciences qui les oblige à se remettre constamment en question et à s'adapter aux enjeux nouveaux si elles ne veulent pas courir le risque de disparaître.

5 CONCLUSION

Repenser l'avenir des sciences et sociales dans l'enseignement supérieur ne relève pas d'un souci de justification ou de préférence d'une science par rapport aux autres, mais de la nécessité de s'interroger sur leur opportunité au regard de la configuration qu'est en train de prendre le marché de l'emploi, surtout dans les sociétés africaines. Cette configuration, analysée en rapport avec l'effectif de plus en plus grand des jeunes formés dans ses sciences, révèle un paradoxe qui amène à penser que leur existence dans le paysage de la formation dans les universités relève plus d'une tradition ou d'un défaut de réflexion sur l'adéquation entre la formation et le marché de l'emploi, ou encore d'un manque de prospective à la fois des universités et des autorités publiques en matière d'emploi. Dans ce sens, cet article a pour but de poser le problème, de le clarifier en vue de proposer un certain nombre de piste au regard desquels nous pensons qu'on peut envisager l'avenir des sciences sociales et humaines dans les universités. Notre perspective n'est pas celle de la suppression progressive de ces sciences, comme on l'observe d'ailleurs dans beaucoup de pays aujourd'hui, ce qui en notre sens n'est qu'une fuite en avant quant à la question de l'emploi; il faut plutôt penser le devenir de ces sciences dans la logique d'une adaptation permanentes au regard des mutations de l'écosystème de l'emploi en trouvant une passerelle entre les diverses sciences sociales et humaines, mais aussi entre les sciences sociales et humaines, et les sciences dures et la technologie. En fait, la démarche ultime doit être guidée par une quête permanente de l'utilité sociale des sciences sociales et humaines.

REFERENCES

- [1] Actes des Assises sur les réformes curriculaires Du 6 au 9 juillet 2010 Brazzaville (Congo).
- [2] AGBOH Koffi Michel, ADJOGAN Koffivi Nunekpewo, DOUSSIMELE Komlavi, 2022, Rapport sur la situation de l'enseignement supérieur: [Togo] Dans le cadre de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur (WHEC2022) Section de l'enseignement supérieur de l'UNESCO | Division de l'éducation 2030.
- [3] CAYOJETTE-REMBLIÈRE Joanie, 2012, Penser les choix scolaires, Dans Revue française de pédagogie 2011/2 (n° 175), p. 5-14.
- [4] COPANS Jean, 1975, *Anthropologie et impérialisme*, Paris, François Maspero, Collection «Bibliothèque d'anthropologie».
- [5] DENIZOT Nathalie, « Les humanités, la culture humaniste et la culture scolaire », *Tréma* [En ligne], 43 | 2015, mis en ligne le 25 juin 2015, consulté le 09 mars 2023.
URL: <http://journals.openedition.org/trema/3301>; DOI: <https://doi.org/10.4000/trema.3301>.
- [6] FALL Mouhamedoune Abdoulaye, « Décoloniser les sciences sociales en Afrique », *Journal des anthropologues* [Online], 124-125 | 2011, Online since 01 May 2013, connection on 01 September 2022.
URL: <http://journals.openedition.org/jda/5874>; DOI: <https://doi.org/10.4000/jda.5874>.
- [7] GUSDORF Georges, 1974, Introduction aux sciences humaines. Essai critique sur leurs origines et leur développement, Paris, Les Éditions Ophrys.
- [8] IGHOBOR Kingsley, 2017, Le chômage des jeunes à l'ombre de la croissance économique, on Le chômage des jeunes à l'ombre de la croissance économique | AfriqueRenouveau.
- [9] GHARBI Youssef, 8 juillet 2015, L'emploi des jeunes dans l'espace francophone africain, Rapport, Berne (Suisse).
- [10] PROVINI Olivier, MAYRARGUE Cédric et CHITOU Ibrahim, « Étudier l'enseignement supérieur dans les Afriques: pour une analyse scientifique des réformes du secteur », *Les Cahiers d'Afrique de l'Est / The East African Review* [En ligne], 54 | 2020, mis en ligne le 30 juin 2020, consulté le 20 mars 2023.
URL: <http://journals.openedition.org/eastafrica/1141>; DOI: <https://doi.org/10.4000/eastafrica.1141>.
- [11] TRADING ECONOMICS, Taux de chômage - Liste des pays - Afrique (tradingeconomics.com).